

## Draria, un village à l'heure coloniale, Draria (1830 - 1962)

Colette Zytnicki, Paris, Belin, 2019

**Dans son nouveau livre paru aux éditions Belin, l'historienne Colette Zytnicki, professeur émérite à l'université Toulouse-Le Mirail, auteur de travaux de référence sur le tourisme colonial (Algérie, terre de tourisme : histoire d'un loisir colonial, paru chez Vendémiaire en 2016) et sur les Juifs au Maghreb (avec un ouvrage paru aux Presses universitaires de la Sorbonne en 2011), nous propose une enquête originale pour raconter l'histoire du village colonial de Draria, à 20 kilomètres au sud-est d'Alger, de 1830 à 1962, situé dans le Sahel algérois, à partir des Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence, mais aussi d'une enquête orale réalisée auprès des anciens habitants du village et à l'occasion d'un séjour sur le terrain en Algérie.**

Par Emmanuel Alcaraz\*

L'ouvrage se situe dans une historiographie cherchant à restituer dans sa globalité le quotidien colonial et le vécu des colonisés. L'approche de l'historienne est influencée par la micro-histoire, les *sulbatern studies*, courant historiographique qui s'est développé en Inde, sous l'influence de Ranajit Guha, s'intéressant aux dominés dans les sociétés coloniales, et l'histoire allemande du quotidien *Alltagsgeschichte*, marquée par la sociologie de Norbert Elias.

Il s'agit de retrouver dans des configurations locales le système colonial en expliquant les modalités spécifiques de déclinaison de ce régime d'exception. Toute la difficulté est que les archives coloniales reflètent surtout le point de vue du colonisateur.

Ce travail aboutit à des résultats originaux permettant à l'historienne d'affirmer que les Algériens ont été contraints d'accepter dans ce village une coexistence asymétrique avec le colonisateur. L'historienne remet en cause l'idée d'un compromis entre colons et colonisés développé par Jacques Berque. En effet, un compromis suppose des parties égales. Dans l'Algérie coloniale, tel n'était pas le cas.

Colette Zytnicki raconte les modalités de la création de ce village colonial par l'administration de la Monarchie de Juillet en montrant le rôle joué par le comte Guyot, le directeur de l'Intérieur et de la colonisation en Algérie, sous les ordres du maréchal Bugeaud. Les administrateurs coloniaux procèdent au séquestre et à la confiscation des terres appartenant aux tribus révoltées en 1842. Les colons, qui s'installent, sélectionnés par l'administration française, sont surtout des paysans français, originaires du nord-est de la France, et quelques Suisses.

En effet, l'administration coloniale a préféré faire appel à des personnes compétentes disposant d'un léger pécule pour acheter des semences, et non à des ouvriers, à des soldats ou à des aventuriers ne disposant pas des connaissances agricoles pour réussir dans cette entreprise.

Des Espagnols, originaires de la

région d'Alicante et des Baléares, les rejoignent. Ils sont surtout leurs employés, et non les Algériens à cause du traumatisme trop proche de la conquête et de la spoliation foncière. Une ségrégation socio-spatiale existe entre le village des colons et le hameau peuplé par les Algériens dont les conditions de vie sont nettement plus précaires que celle des Européens, qui ne vivent toutefois pas dans l'opulence, à l'exception de quelques fermes coloniales. Le taux de mortalité infantile des Algériens est nettement supérieur à celui des colons.

Premier point qui se dégage, le grand ordonnateur de la colonisation est bien, au départ, l'Etat colonial qui organise la venue de paysans modestes pour exploiter les terres spoliées aux Algériens. Certains élus musulmans dans le conseil municipal du village, au nombre de 6 au maximum, selon la loi municipale de 1884, jouent le rôle de médiateurs entre l'administration coloniale et les Algériens. Ils ont pu soutenir « des résistances à bas bruit » (recours judiciaires, administratifs, pétitions). Des litiges apparaissent entre le conseil municipal et les Algériens au sujet de la délimitation de cimetières musulmans que les colons voulaient annexer pour mettre en valeur de nouvelles terres. Les Algériens acquièrent, à la fin du XIXe, siècle une légère *agency*, une capacité d'action pour défendre leurs intérêts, du moins les familles ayant les ressources pour mener à bien de telles procédures.

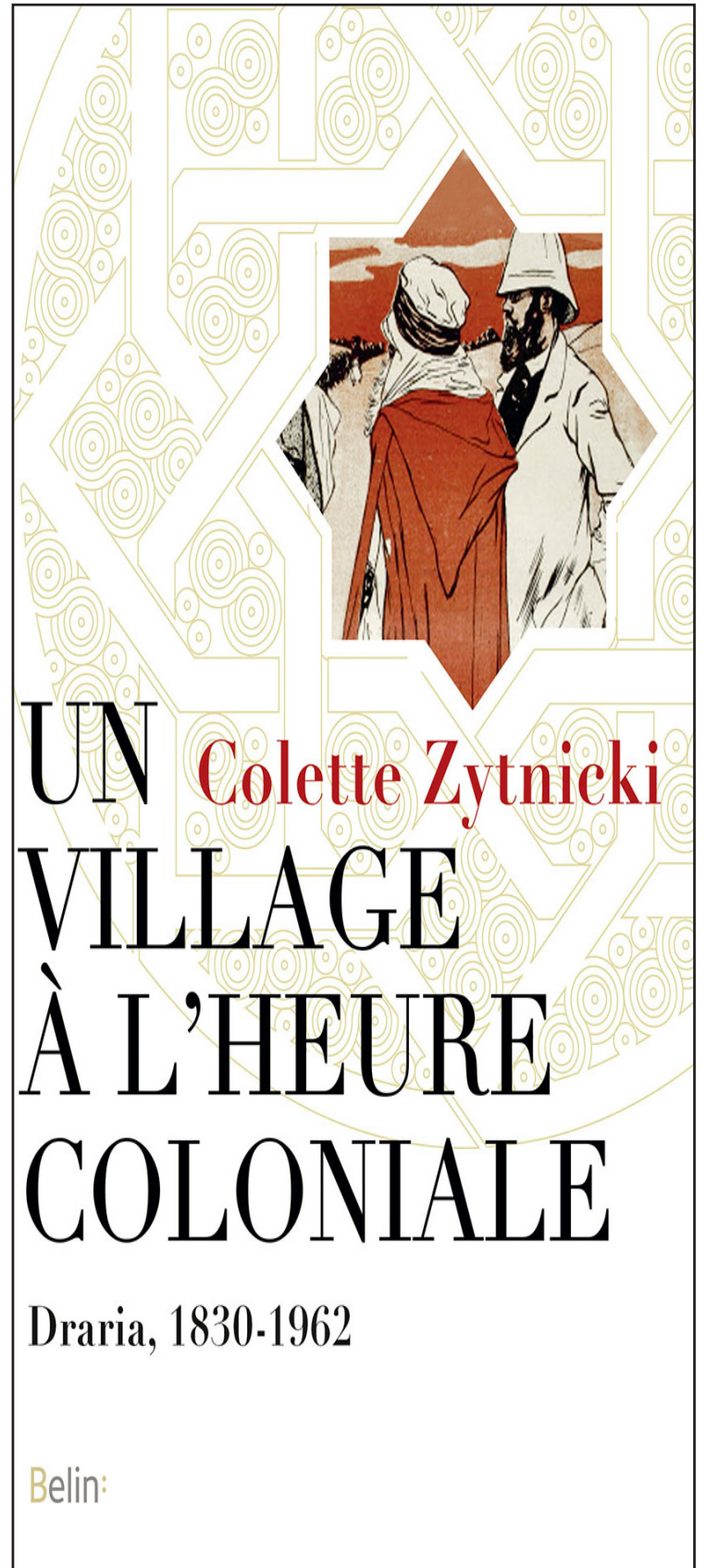
Le village connaît une certaine prospérité à partir de la fin du XIXe siècle où le choix est fait de développer la viticulture, suite à la crise du phylloxéra en France. Les colons font appel à l'immigration intérieure algérienne, notamment aux Kabyles, pour travailler comme ouvriers agricoles dans des conditions difficiles. Le gros œuvre est réservé à ces travailleurs exploités et mal payés.

Suite à la loi de conscription de 1912, les Algériens versent leur sang dans les tranchées durant la Première Guerre mondiale. Les musulmans ayant occupé des fonctions militaires subalternes de sous-officiers connaissent une légère promotion sociale, en étant facteur ou cantonnier. Ils ont

droit à des emplois réservés. Une petite classe moyenne musulmane émerge et apparaît plus soucieuse de la scolarisation des enfants. Des classes sont ouvertes dans le village de colons pour accueillir les enfants des Algériens. Mais, ils sont loin d'être tous scolarisés. Dans l'entre-deux-guerres, des musulmans rachètent certaines vieilles maisons de Draria, datant du XIXe siècle, de colons partis s'installer à Alger. Un « mouvement de décolonisation » se fait jour dans ce vieux centre de peuplement du XIXe siècle, qui voit la population européenne diminuer et la population musulmane croître avec l'installation de migrants algériens s'installant dans les périphéries d'Alger. Une coexistence asymétrique se développe dans le village avec des espaces communs partagés. Le hameau autochtone nommé Kadous reste exclusivement peuplé par des musulmans et n'a toujours pas d'école. Il faut attendre les années 1950 pour qu'elle ouvre. Le village semble ne pas avoir été touché par l'agitation nationaliste des années 1930. Quelques tracts nationalistes du PPA (Parti du peuple algérien) ont pu circuler. Suite à la loi Jonnart en 1919, voulue par Clemenceau pour récompenser les Algériens de leur participation à la Première Guerre mondiale, le nombre d'élus musulmans augmente, en dépit des tentatives de blocage des colons. Elle renforce l'*agency* des Algériens face aux élus européens et à l'administration coloniale ayant le pouvoir de décision. Un moment-clé noté par l'auteur est la première publication dans le journal de la naissance d'un enfant d'un conseiller municipal musulman en 1936.

Les dynamiques démographiques observées dans l'entre-deux-guerres s'accroissent après la Deuxième Guerre mondiale qui voit le village s'ouvrir davantage sur l'extérieur et devenir progressivement une banlieue d'Alger. De plus en plus de ses habitants y vivent et travaillent à Alger, y compris les Algériens. La guerre d'Algérie ne crée pas un climat de violence excessif à Draria, qui est un espace refuge pour les nationalistes algériens.

A la fin de la guerre d'Algérie, les Européens sont victimes de fusillades et d'attaques sur les rou-



tes. L'OA rend impossible toute coexistence entre les communautés. La plupart des Européens font le choix d'émigrer.

L'ouvrage montre que les rôles sociaux des Algériens pendant la colonisation ne se limitent pas à celui de résistants et de victimes. Pour continuer à vivre, en dépit du traumatisme de la conquête et de la spoliation des terres, les Algériens ont dû trouver des formes de coexistence avec le colonisateur *volens volens*. Ils ont dû s'accommoder de la situation coloniale. Toute la difficulté de cette approche monographique parfaitement contextualisée est de voir dans quelle mesure elle peut être généralisée. L'Algérie coloniale est un territoire extrêmement vaste avec des terroirs très diversifiés avec des peuplements européens plus ou moins élevés.

Quoi de commun entre Draria dans le Sahel tunisien et les Aurès sous-administrés, où vivaient très peu de colons, ou avec le *douar* de la tribu des Beni Boudouane dans l'Ouarsenis, dont le mode de vie a été perturbé, non pas par la spoliation foncière, mais par l'in-

tervention des normes coloniales interdisant l'exploitation des forêts. A ce titre, la garde-champêtre est une manifestation du pouvoir colonial.

Colette Zytnicki contribue dans ce bel ouvrage au renouvellement de l'histoire de l'Algérie coloniale. Il a nécessité un travail de recherche difficile en archives pour extraire les données relatives à la réalisation de cette monographie. Elle ne se situe plus uniquement dans une historiographie de la frontière coloniale, mais dans une historiographie des contacts envisagée en France et en Algérie par des chercheurs aussi différents que Christine Mussard, qui a travaillé sur la commune mixte de La Calle dans l'Est algérien de 1884 à 1957, Daho Djerbal qui a étudié la colonisation foncière dans les plaines intérieures de l'Oranie en s'intéressant surtout à Mascara et à Sidi Bel Abbès de 1850 à 1920 et Tarek Bellahsene qui a étudié les processus et les procédures de création des centres de peuplement lors de la colonisation en Algérie.

\*Docteur en Histoire